



JUILLET
2026



Les vecteurs et moyens de l'influence extérieure grandissante du Rwanda de Paul Kagame

Centre Afrique
subsaharienne

Benjamin AUGÉ

L’Ifri est, en France, le principal centre indépendant de recherche, d’information et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l’Ifri est une fondation reconnue d’utilité publique par décret du 16 novembre 2022. Elle n’est soumise à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses travaux.

L’Ifri associe, au travers de ses études et de ses débats, dans une démarche interdisciplinaire, décideurs politiques et experts à l’échelle internationale.

Les opinions exprimées dans ce texte n’engagent que la responsabilité de l’auteur.

ISBN : 979-10-373-1254-9

© Tous droits réservés, Ifri, 2026

Couverture : Le président rwandais Paul Kagame au siège du Conseil européen (Bruxelles), le 4 juin 2018 © Alexandros Michailidis/Shutterstock.com

Comment citer cette publication :

Benjamin Augé, « Les vecteurs et moyens de l’influence extérieure grandissante du Rwanda de Paul Kagame », *Notes de l’Ifri*, Ifri, juillet 2026.

Ifri

27 rue de la Procession 75740 Paris Cedex 15 – FRANCE

Tél. : +33 (0)1 40 61 60 00 – Fax : +33 (0)1 40 61 60 60

E-mail : accueil@ifri.org

Site internet : ifri.org

Auteur

Benjamin Augé est chercheur associé à l'Ifri depuis juin 2010. Docteur en géographie de l'Institut français de géopolitique (Université Paris 8), il est par ailleurs chef d'enquête pour Africa Intelligence. Il enseigne la géopolitique du pétrole et du gaz en Afrique, la politique africaine comparée des membres permanents du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations unies (ONU) ainsi que les relations entre l'Afrique et le Golfe au sein des Executive Master d'HEC et de Sciences Po Paris. Il est également intervenant à l'Académie diplomatique des Pays-Bas (Clingendael).

Résumé

Le Rwanda de Paul Kagame mène depuis trois décennies une politique étrangère visant à accroître les investissements directs à l'étranger (IDE) vers l'économie nationale, à maximiser les coopérations militaires et les échanges de renseignements et à travailler à la promotion d'un modèle de reconstruction étatique post-génocide.

Pour ce faire, le réseau diplomatique rwandais s'est considérablement étendu avec 50 ambassades, à rebours de toutes les grandes économies africaines qui ont, *a contrario*, réduit leurs missions à l'étranger et le nombre de leurs diplomates du fait de la multiplication des crises internes et par nécessité budgétaire.

Si l'influence du Rwanda repose sur un appareil diplomatique classique, elle s'appuie également sur d'autres vecteurs, tels que les renseignements extérieurs et les agences d'État en charge de l'attractivité du pays, comme le Rwanda Development Board (RDB) – qui gère également la diplomatie sportive – ou encore la Rwanda Cooperation Initiative, placée sous la férule du ministère des Affaires étrangères.

La crédibilité de l'armée rwandaise lui permet en outre de se rendre incontournable à certaines puissances extra-africaines comme le prouvent la mission de maintien de la paix en Centrafrique ou encore le déploiement depuis 2021 de ses forces au nord du Mozambique, garantissant le développement des projets géants de gaz liquéfié opérés par les plus grandes multinationales mondiales des hydrocarbures.

Abstract

Paul Kagame's Rwanda has, for three decades, pursued a foreign policy aimed at increasing investment in the national economy, maximizing military cooperation and intelligence sharing, and promoting a model of post-genocide state reconstruction.

To this end, Rwanda's diplomatic network has expanded significantly, in contrast to most major African economies, which have reduced their overseas missions and the number of their diplomats due to the multiplication of internal crises and budgetary constraints.

While Rwanda's influence relies on a conventional diplomatic apparatus, it is also supported by other channels such as external intelligence services, as well as state agencies responsible for enhancing the country's attractiveness, including the Rwanda Development Board (RDB)—which also oversees sports diplomacy—and Rwanda Cooperation Initiative, under the authority of the Ministry of Foreign Affairs.

The strength of the Rwandan army further allows the country to position itself as an indispensable partner for certain extra-African powers, as illustrated by its peacekeeping mission in the Central African Republic and the deployment, since 2021, of its forces in northern Mozambique, securing the development of major liquefied natural gas projects operated by some of the world's largest multinational energy companies.

Sommaire

INTRODUCTION	6
L'APPAREIL DIPLOMATIQUE DE PAUL KAGAME	9
Le Front patriotique rwandais (FPR)	12
Le ministère des Affaires étrangères	11
Le Rwanda Development Board (RDB).....	13
Noyauter les organisations internationales	13
L'EXTENSION DE L'INFLUENCE, VERS OÙ ET POURQUOI ?	15
Attirer les fonds arabes.....	16
De nouveaux horizons.....	18
Le cas géopolitique de Cabo Delgado	19
CONCLUSION	22

Introduction

Une réflexion sur la politique rwandaise ne peut faire l'économie de se focaliser sur un homme symbolisant – en raison de son rôle historique et du présidentielisme fort du système politique rwandais – ce pays depuis le génocide contre les Tutsis de 1994 durant lequel plusieurs centaines de milliers de personnes ont péri. Paul Kagame ne s'est pas immédiatement imposé au lendemain du génocide, se contentant d'abord du poste de vice-président et ministre de la Défense jusqu'en 2000, année où il est devenu président.

Pour rebâtir son pays et mener une politique internationale particulièrement efficace, Paul Kagame s'est appuyé sur le retour d'une diaspora ayant fui les tueries de 1959, durant lesquelles des dizaines de milliers de Tutsis s'étaient notamment réfugiés dans les pays limitrophes suite à la révolution Hutu qui mit à bas la monarchie¹. Puis, durant les décennies 1970 et 1980, le Rwanda connut d'autres départs, des étudiants Tutsi notamment, qui ont immigré cette fois-ci vers l'Europe (Belgique), le Canada et d'autres pays de la région des Grands Lacs.

À son arrivée aux affaires, Paul Kagame a alors fait le choix de puiser dans ce vivier de cadres bien formés pour rebâtir l'administration et l'économie du pays et composer son gouvernement. Ces personnalités, souvent appelées Kada² – adaptation en kinyarwanda du terme « cadre » en français –, n'ont parfois jamais vécu au Rwanda avant leur arrivée au pays durant la deuxième partie de la décennie 1990 ou la première décennie du XXI^e siècle, mais ont l'habitude de voyager, parlent souvent plusieurs langues, et ont quasiment tous effectué des études supérieures en Ouganda, au Canada, en France, en Belgique, aux États-Unis ou encore en Afrique du Sud post-apartheid. Cette administration accompagne Paul Kagame depuis près de trois décennies dans des réformes économiques permettant le redémarrage d'un pays détruit après les trois mois de génocide d'avril à juin 1994. Grâce à un réseau international étendu, Paul Kagame va bénéficier d'une aide internationale considérable³ lui permettant d'alimenter une transformation économique.

1. Sur ces événements, voir notamment F. Reytjens, *Modern Rwanda: A Political History*, Cambridge, Cambridge University Press, 2024, p. 73-93 ; Programme de communication sur le génocide des Tutsis au Rwanda en 1994 et l'Organisation des Nations unies, disponible sur : www.un.org.

2. Voir l'étude sociologique de ce groupe par J.-P. Kimonyo, « La révolte des kada du FPR (1997-1998), un "moment critique" dans l'évolution du Rwanda post-génocide », *Politique africaine*, n° 160, 2020/4, 2020, p. 159-186, disponible sur : www.cairn.info.

3. Comme le note B. Chemouni (« Introduction au thème. La recherche sur l'État rwandais en débat », *Politique africaine*, n° 160, 2020/4, 2020, p. 7-34), l'aide au développement oscille entre 16 et 24 % du

Paul Kagame va s'appuyer sur le Front patriotique rwandais⁴ (FPR) pour imposer son pouvoir, et l'aider à gérer l'espace politique national. Il va également gouverner à l'aide d'une coalition de plusieurs partis dont le plus important, le Parti social-démocrate (PSD), qui a été créé lors de l'ouverture au multipartisme en 1991. Les deux membres éminents de ce parti au gouvernement sont l'actuel ministre de l'intérieur Vincent Biruta et le ministre des Affaires étrangères Olivier Jean Patrick Nduhungirehe⁵. Les gouvernements successifs se sont attachés à tout faire pour redynamiser l'économie d'un pays enclavé, avec la densité de population la plus élevée du continent, soit 503 habitants par km². La stabilité du pays a reposé à la fois sur des résultats économiques positifs (entre 2001 et 2012 la croissance s'établit en moyenne à 8,2 %) mais également sur un pouvoir fort, voire autoritaire. Paul Kagame va se concentrer sur le rayonnement de son pays sur la scène continentale et internationale.

L'objectif prioritaire, depuis trois décennies, est bien d'accroître les volumes d'IDE et, *in fine*, gagner en influence *via* différents axes (sport, compétence sécuritaire, *hub* logistique, tourisme, technologie et coopération militaire...). Le président peut s'appuyer, pour ce faire, sur des personnalités venant du monde économique et diplomatique. Mais cette politique étrangère a également profité de l'affaiblissement de leaders habituels du continent, ayant, dans les faits, revu à la baisse leurs ambitions continentales. L'Afrique du Sud est confrontée à l'érosion constante du soutien populaire à l'African National Congress (ANC). L'ANC a été contraint à la formation d'une coalition avec le parti Democratic Alliance (DA) en juin 2024 pour conserver le pouvoir après les élections générales du 29 mai 2024 où le parti de Nelson Mandela est descendu à 40,2 % des voix. L'influence, autrefois déterminante de l'Algérie, jusqu'aux problèmes de santé du président et ancien ministre des Affaires étrangères (1963-1979) Abdelaziz Bouteflika en 2013, est également plutôt en déclin sur le continent, laissant des espaces considérables pour son principal rival d'Afrique du Nord, le Maroc. Quant aux deux autres grands pays du continent, le Nigeria⁶ et l'Égypte, ils vivent tous deux le contrecoup de crises économiques structurelles, conduisant leurs dirigeants à davantage se tourner vers la gestion de problèmes internes que vers l'extérieur. Évidemment, certains sujets concernant « l'étranger

revenu national brut entre 1998 et 2011, une des proportions les plus élevées du continent, pour s'établir depuis aux alentours de 12 %. Données de la Banque mondiale, disponible sur : <https://data.worldbank.org>.

4. En avril 2023, un nouveau triumvirat a été mis en place à la tête du FPR. Le seul rescapé dans la nouvelle équipe est le président du parti, Paul Kagame, à la tête du FPR depuis 1998. Le vice-président Christophe Bazivamo (depuis 2002 et ancien ambassadeur au Nigeria jusqu'en 2025) et le secrétaire général François-Xavier Ngarambe (ancien ambassadeur à Paris) ont été écartés au profit respectivement de l'ancienne sénatrice Consolée Uwimana et de l'ancien ambassadeur en Angola Wellars Gasamagera.

5. Outre le PSD, le Parti libéral, créé également en 1991 et dirigé par l'actuel ambassadeur au Canada Prosper Higiuro, est également un soutien indéfectible au président, tout comme quatre autres micropartis qui ont appelé à voter Paul Kagame lors du dernier scrutin de juillet 2024 où le chef de l'État sortant a remporté plus de 99 % des suffrages.

6. B. Augé, « Les défis majeurs de l'administration nigérienne d'Ahmed Bola Tinubu », *Briefings de l'Ifri*, Ifri, 3 avril 2024.

proche » comme le barrage de Renaissance en Éthiopie demeurent un sujet extrêmement important pour Le Caire, tout comme l'a pu être la question de la gestion du coup d'État de juillet 2023 au Niger pour Abuja. Cependant, ce sont des enjeux extérieurs avec une forte résonance sur leur sécurité intérieure.

Ainsi, le Rwanda est, avec le Maroc – dont le produit intérieur brut (PIB) est environ dix fois supérieur, atteignant 154 milliards de dollars en 2025 –, l'un des seuls pays africains à accroître ses moyens en matière de politique étrangère sur le continent, mais surtout, et c'est singulier au regard des autres puissances du continent pour le mentionner, bien au-delà.

Cette *Note* ne reviendra pas sur la situation interne au Rwanda, y compris politique. L'objectif ici sera davantage d'éclairer un paradoxe. Alors que le Rwanda représente un marché restreint de 13 millions d'habitants, il a su s'imposer comme un acteur clé en Afrique et dans la plupart des politiques africaines des grands pays européens, ainsi qu'aux yeux des pays d'Afrique du Nord, du Golfe et plus modestement d'Asie. Paul Kagame est ainsi parvenu à façonner pour son pays une stature géopolitique inversement proportionnelle à ce à quoi le Rwanda pourrait logiquement prétendre au regard de son faible poids démographique, de la modestie de son PIB (14,77 milliards de dollars en 2025 – en croissance de 9,4 % sur douze mois), d'un territoire exigu présentant une forte densité de population, et de son enclavement. Par ailleurs, le Rwanda a dû se reconstruire après avoir connu l'un des pires massacres depuis la Seconde Guerre mondiale.

Nous faisons explicitement le choix de ne pas traiter du conflit à l'est de la République démocratique du Congo (RDC) dans lequel le Rwanda est impliqué, afin de se concentrer sur l'influence de ce pays dans d'autres régions que son voisinage immédiat. Les problématiques des Grands Lacs sont déjà traitées dans d'autres travaux académiques, et expliquer les ressorts de l'influence du Rwanda plus globalement permet aussi d'expliquer comment il peut plus facilement mettre en place sa géopolitique – dans le sens de contrôle de territoire –, si souvent décriée, dans l'est de la RDC.

Cette analyse se déploiera en trois temps. Le premier se focalisera sur l'organisation du Rwanda à l'international (ministères, ambassades, conseillers à la présidence, placement de personnalités dans les organisations internationales, parti politique). Le deuxième portera sur l'influence du président rwandais sur la scène africaine, particulièrement depuis sa présidence de l'Union africaine (UA) en 2018. Sera également analysé combien l'activisme de Paul Kagame a aussi payé en dehors du continent africain, particulièrement en Europe, dans le Golfe et dans les pays arabes en général. Enfin, nous nous arrêterons plus spécifiquement sur une étude de cas sur Mozambique LNG et Rovuma LNG dans la province nordiste de Cabo Delgado. L'implication de l'armée rwandaise au Mozambique depuis juillet 2021 a offert à Kigali un levier sur certaines des plus grandes économies mondiales et donc sur leurs présidents et chefs de gouvernement.

L'appareil diplomatique de Paul Kagame

Le rôle du Rwanda sur la scène internationale repose d'abord et avant tout sur les épaules de Paul Kagame. Grand voyageur – 34 déplacements à l'étranger dont 14 en Afrique en 2018 et 48 dont 27 en Afrique en 2019, sur la période pré-Covid-19⁷ – il pilote dans une très large mesure la politique étrangère de son pays *via* son cabinet. Son ancienne directrice de cabinet, Urujeni Feza Bakuramutsa – et nouvelle représentante permanente à Genève depuis 2025 – est d'ailleurs l'ancienne secrétaire générale du ministère des Affaires étrangères (2018-2020). Il s'est, pendant une décennie, reposé sur elle pour faire le lien avec le ministère des Affaires étrangères contrôlé depuis mai 2024 par l'ancien ambassadeur aux Pays-Bas et en Belgique Olivier Nduhungirehe, en remplacement de Vincent Biruta (actuel ministre de l'Intérieur), en poste entre 2019 et 2024.

Le pilotage de l'influence rwandaise, ainsi que les questions de sécurité et de renseignement, qui relèvent des relations extérieures, sont entre les mains d'une petite équipe particulièrement dévouée au chef de l'État rwandais, formant un premier cercle. Il s'agit de l'ancien chef adjoint du National Intelligence and Security Services (NISS), Jean Paul Nyirubutama – principalement responsable du renseignement extérieur aux côtés du secrétaire général –, devenu en janvier 2025 conseiller adjoint à la sécurité à la présidence, ainsi que du major général Aimable Havugiyaremye, chef depuis avril 2024 du NISS mais davantage en charge des dossiers internes. Depuis 2021, lors de sa nomination au NISS, Jean Paul Nyirubutama a voyagé sans cesse pour s'assurer que les intérêts de son pays n'étaient pas menacés et également pour suivre certains projets économiques particulièrement stratégiques pour le Rwanda. Son successeur au NISS, James Wizeye, a été numéro deux de l'ambassade de son pays au Royaume-Uni.

Figure également au cœur du fonctionnement de l'influence du Rwanda, le chef du département en charge de la coopération internationale de l'armée et brigadier général Patrick Karuretwa. Ce dernier, également nommé en juin 2026 porte-parole de l'armée, est l'un des pionniers de la lutte contre le régime génocidaire de Juvénal Habyarimana au début des années 1990 alors qu'il n'avait que 16 ans. Après avoir étudié, à l'arrivée du FPR au pouvoir entre 1995 et 2000, à la National University of Rwanda puis à la prestigieuse Tufts University dans le Massachusetts, sa carrière militaire le mène au poste

7. Le nombre de voyages lui est d'ailleurs reproché par ses opposants : « Kagame Made 34 Foreign Trips in 2018—He Will Go Down in World History As the Most Traveled Ruler », *The Rwandan*, 20 décembre 2018.

clé de secrétaire privé et conseiller défense et sécurité du président jusqu'en 2021. Patrick Karuretwa est notamment le point de contact de tous les attachés de défense positionnés à Kigali.

En dehors de ces « sécuocrates » – auxquels on doit évidemment ajouter le chef d'État-major des armées Vincent Nyakarundi, ancien attaché militaire auprès de la représentation permanente du Rwanda à l'Organisation des Nations unies (ONU) et ex-chef du renseignement militaire –, Paul Kagame compte, à la présidence, sur quelques civils particulièrement précieux. L'Américain Mauro De Lorenzo, notamment, est directeur du Strategy and Policy Council, dont la fonction est d'évaluer les politiques publiques et de proposer des idées nouvelles au président. Mauro De Lorenzo est également l'un des auteurs des discours du président rwandais et l'une des boîtes à idées de la présidence. Outre son rôle dans la politique nationale et l'attractivité de grands projets, il joue également un rôle à l'international, en accompagnant souvent le président lors de ses déplacements. Il est celui qui appréhende le mieux le fonctionnement des administrations étasuniennes, connaissant dans le détail les chaînes de décision concernant le Rwanda à Washington.

Autre civil ayant acquis du poids, le conseiller économique de la présidence, Francis Gatare. Il est un pilier de l'influence rwandaise, y compris à l'étranger. Il est notamment chargé de suivre les nombreux dossiers liés à l'implication du Rwanda au nord du Mozambique avec le directeur de cabinet adjoint, Regis Rwagasana Sankara. Francis Gatare a été par le passé le directeur général du Rwanda Development Board (RDB), organisme ayant pour objectif de promouvoir le Rwanda à l'étranger et de faciliter les investissements dans le pays. De 2009 à 2014, il a aussi été le secrétaire particulier de Paul Kagame.

Enfin, dans le premier cercle du pouvoir ayant un rôle à l'étranger, il est nécessaire de mentionner le conseiller principal défense et sécurité à la présidence – jusqu'en novembre 2025 ministre d'État chargé de la coopération internationale – James Kabarebe. Ce dernier est l'un des plus vieux compagnons de route de Paul Kagame. Il a été son aide de camp en 1994 lors de la prise de pouvoir du FPR, puis est devenu le chef d'État-major de la RDC après avoir accompagné Laurent-Désiré Kabila dans le renversement du régime de Mobutu Sese Seko. James Kabarebe devient chef d'État-major du Rwanda de 2002 à 2010 puis ministre de la Défense, et enfin conseiller spécial à la présidence en 2019.

Le Front patriotique rwandais (FPR)

Le rôle du FPR dans les relations diplomatiques du Rwanda n'est pas négligeable, étant donné qu'il gère les liens avec les partis politiques étrangers. Son secrétaire général depuis 2023, Wellars Gasamagera, a l'avantage d'avoir été lui-même ambassadeur en Angola à partir de 2019 et

de bien connaître les dossiers diplomatiques. Le FPR n'a pas de relations particulièrement nourries avec les autres partis politiques africains. Cela s'explique notamment par le fait que ces formations politiques ne sont plus des espaces d'échanges d'idées, devenant uniquement des plateformes pour conserver le pouvoir. Il a en revanche des rencontres assez régulières avec les cadres du Parti communiste chinois⁸ (PCC) en vue d'accélérer la mise en place des partenariats entre les deux pays. Le parti est ainsi principalement utilisé pour nouer des relations avec les partis-États. Le FPR est indépendant financièrement grâce à son fonds d'investissement Crystal Ventures⁹ (ayant des participations dans de nombreuses firmes de sécurité, de mines et de construction). Le but premier de Crystal Ventures est de permettre au parti de financer son fonctionnement et l'organisation des élections par lui-même, n'étant ainsi dépendant d'aucun financement extérieur.

Le ministère des Affaires étrangères

La quasi-totalité des ministres des Affaires étrangères que le président rwandais a nommés depuis 2000 sont issus de la diaspora et ont étudié dans des universités prestigieuses en dehors du Rwanda. De surcroît, ils avaient déjà leurs réseaux avant leur prise de fonction¹⁰. C'est le cas de Charles Murigande, ministre de 2002 à 2008, dont la famille avait fui dès le début des années 1960 au Burundi. Il a suivi ses études jusqu'au doctorat en Belgique avant de devenir professeur aux États-Unis tout en exerçant la fonction de porte-parole du FPR dans ce pays pendant la guerre civile à partir de 1990. À son retour à Kigali en 1994, il sera le conseiller en diplomatie du président avant d'occuper des postes ministériels, jusqu'à celui des Affaires étrangères. Il sera remplacé après un court intermède – exercé par l'ancienne secrétaire d'État aux mêmes fonctions? Rosemary Museminali¹¹ – par Louise Mushikiwabo de 2009 à 2018. Louise Mushikiwabo a été essentielle dans l'émergence du Rwanda à l'international. Cette dernière, depuis 2019 secrétaire générale de la Francophonie, peut se prévaloir de nombreux atouts pour réussir ses missions. Partie du Rwanda en 1990 pour étudier à

8. Y. Liu et X. Xiao, « Le PCC et le parti au pouvoir au Rwanda promettent de renforcer les échanges », Xinhua, 20 octobre 2019. Lors de la cérémonie d'inauguration du dernier mandat de Paul Kagame en août 2023, le chef du département international du PCC Liu Jianchao était présent et s'est longuement entretenu avec Wellars Gasamagera.

9. R. Gras, « Crystal Ventures, la face business du FPR de Kagame », *Jeune Afrique*, 2 mars 2023, et F. Geel, « Rwanda. Le business au prix du sang », *Afrique XXI*, 29 novembre 2023.

10. Le ministre des Affaires étrangères de la période post-génocide, Anastase Gasana (1994-1999), a signé les accords de partage de pouvoir en 1993 à Arusha avec le FPR et le gouvernement de Juvénal Habyarimana. Il restera à son poste jusqu'en 1999 avant de passer au cabinet du président Kagame puis d'être envoyé en tant qu'ambassadeur aux Nations unies. Il n'occupera plus le moindre poste officiel à partir de 2003. Anastase Gasana a été l'un des rares cadres à rester en fonction entre le pouvoir d'Habyarimana et celui du FPR.

11. Rosemary Museminali a été nommée en 2018 directrice chargée des Relations extérieures et des Relations avec les donateurs du Programme commun des Nations unies sur le VIH/sida (ONUSIDA). Elle était de 2011 à 2018 la représentante de l'ONUSIDA auprès de l'Union africaine. Elle est issue de la diaspora, comme tous les ministres des Affaires étrangères qui se sont succédé depuis la fin de la guerre civile, à l'exception de Vincent Biruta. Elle est née en Ouganda où elle a effectué toutes ses études.

l'université du Delaware aux États-Unis, elle est trilingue. Avant de prendre son poste de ministre de l'Information pendant quelques mois – poste occupé avant celui des Affaires étrangères –, elle était directrice de communication de la Banque africaine de développement (BAD) à Tunis, à l'époque sous la direction de l'ancien ministre rwandais des Finances Donald Kaberuka. Lors de son départ pour l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), Louise Mushikiwabo est brièvement remplacée, jusqu'en 2019, par le médecin et ex-secrétaire général de la Communauté d'Afrique de l'Est (2011-2016) Richard Sezibera. Ce dernier est un proche de Paul Kagame ayant aussi grandi en Ouganda. Il a été, à 35 ans, nommé ambassadeur à Washington avant de gérer de 2008 à 2011 le ministère de la Santé. Il est remplacé de 2019 à 2024 par Vincent Biruta, lui-même remplacé par Olivier Jean Patrick Nduhungirehe depuis 2024.

L'administration du ministère des Affaires étrangères a été dirigée de 2020 à novembre 2025 par la secrétaire générale Clementine Mukeka¹², remplacée à ce poste par l'ex-ambassadeur à Ankara Fidelis Mironko. Le ministère a la tutelle sur un réseau de 50 ambassades, dont 20 sont situées en Afrique¹³. Le Rwanda est l'un des rares pays africains à avoir agrandi son réseau diplomatique ces dernières années (plus d'une dizaine de nouvelles ambassades depuis 2019), à rebours des autres grands pays du continent ayant fortement réduit leurs moyens¹⁴ – cas notamment du Nigeria (aucun ambassadeur nommé dans le monde de 2023 à décembre 2025), de l'Égypte (fermeture de l'ambassade en Centrafrique et des consulats à Lagos, Zanzibar et Genève depuis 2016) et de l'Afrique du Sud (fermeture d'ambassades notamment en Bulgarie en 2025).

Quant aux profils des ambassadeurs rwandais dans le monde, ils demeurent très différents selon les capitales où ils sont nommés. On trouve à la fois des profils économiques (France, Arabie saoudite), des profils politiques (dans l'Afrique des Grands Lacs) et des diplomates de carrière (États-Unis, Suisse, Autriche). Mais il n'y a aucune permanence ; le Qatar est par exemple passé en 2022 d'un profil d'économiste à un autre davantage diplomatique/politique. L'omniprésence des services de renseignement extérieurs dans les ambassades est notable. Le nouveau numéro 2 du NISS James Wizeye était par exemple jusqu'alors à la mission de son pays au Royaume-Uni. Le NISS est fortement utilisé pour assurer des missions parfois politiques mais également pour suivre des projets strictement

12. Clementine Mukeka a auparavant travaillé pour l'ambassade américaine à Kigali ainsi que pour l'United States Agency for International Development (USAID). Elle a étudié en France, au Royaume-Uni et aux États-Unis.

13. 47 ambassades étrangères sont implantées à Kigali. La cinquantième ambassade rwandaise sera quant à elle inaugurée à Madrid dans les prochaines semaines. Elle sera dans les mains de l'ex-ministre du Travail Christine Nkulikiyinka (ex-ambassadrice en Suède).

14. Une exception notable : l'Angola est dans une phase comparable au Rwanda avec des ouvertures récentes en Arabie saoudite, au Sénégal, au Qatar, en Australie, au Timor oriental, en Indonésie et en Norvège (après avoir cependant fermé ses missions au Mexique, en Grèce et au Canada en 2018 à l'arrivée du nouveau président João Lourenço ainsi qu'à Singapour en 2024).

économiques, notamment concernant les investissements étrangers venant au Rwanda. C'est évidemment le cas dans le Golfe.

Le Rwanda Development Board (RDB)

Outre le rôle clé de la présidence, des renseignements et du ministère des affaires étrangères, le Rwanda a également créé des agences ayant pour objectifs d'attirer les investissements et de maximiser leurs retombées en termes d'emplois. Le principal outil est sans conteste le RDB. Fondé en 2009, le RDB est aussi chargé d'accroître les exportations et de signer des partenariats en vue d'attirer les touristes et les investisseurs. Pour ce faire, il a notamment mis en place une stratégie dynamique de parrainage de clubs de football réputés : Arsenal (2019), le PSG (2019) et le Bayern de Munich (2023) ont tous eu leur maillot floqué du slogan « Visit Rwanda ».

Le directeur général du RDB assiste au conseil des ministres et rend compte directement au président Paul Kagame. Depuis le 13 janvier 2025, c'est Jean-Guy Afrika qui occupe cette fonction, après avoir été en poste à la BAD depuis 2010, notamment en tant que directeur du bureau de l'intégration régionale à Abidjan.

Noyauter les organisations internationales

Tout cet écosystème d'institutions et de cadres de haut niveau illustre la volonté forte du Rwanda de déployer son influence. Au-delà des relations complexes avec ses trois voisins immédiats : Ouganda, Burundi et évidemment la RDC – sur lesquels nous ne reviendrons pas –, le Rwanda a travaillé depuis des décennies à se projeter au-delà de son environnement immédiat. Il a notamment rejoint le Commonwealth en 2009, deuxième pays africain en dehors des pays de tradition anglophone après le Mozambique à l'avoir fait. Il est aussi membre de l'OIF depuis 1970.

Le pays a également fait du lobbying pour placer ses cadres dans des institutions panafricaines, en commençant, en 2005, par le président de la BAD, Donald Kaberuka. Le Rwanda a assuré la présidence de l'UA en 2018, à la suite de la désignation du président Paul Kagame par ses pairs comme responsable de la réforme de cette institution en 2016. Ce chapitre s'est prolongé jusqu'en 2024, année où il a transmis la charge du suivi de la réforme à son homologue kényan William Ruto. Le président Paul Kagame a désigné son ex-ministre des Finances et gouverneure adjointe de la Banque centrale Monique Nsanzabaganwa comme candidate victorieuse en 2021 à la vice-présidence de l'UA. Le passage de cette dernière comme numéro deux de l'institution panafricaine n'a pas été aussi satisfaisant qu'espéré par son pays d'origine, et son remplacement en février 2025 par l'Algérienne

Selma Malika Haddadi a conduit à un certain soulagement côté rwandais¹⁵. L'UA n'est plus considérée comme une organisation clé pour Kigali. L'objectif est désormais d'éviter une trop grande implication de l'organisation dans les dossiers touchant directement le Rwanda (Grands Lacs, Centrafrique et Mozambique notamment). Au-delà de cette évolution, la fibre réformiste portée par Paul Kagame en 2016 a fait place à une forme de fatalisme et de scepticisme quant à l'avenir de l'organisation panafricaine.

Autre institution où Kigali a placé l'un des siens, depuis 2023, la Commission économique pour l'Afrique (CEA). Elle est dirigée par l'ancien représentant permanent à New York et ex-ministre des Finances et des Infrastructures, Claver Gatete.

15. La politique de recrutement des cadres de l'UA, prérogative du bureau du vice-président, a largement été désapprouvée au Rwanda.

L'extension de l'influence, vers où et pourquoi ?

Toute cette organisation à Kigali ou à l'étranger a façonné une diplomatie unique en Afrique. Le Rwanda a veillé à ne pas être dépendant des grandes puissances en se rendant utile, et parfois même indispensable, sur certains sujets liés à la sécurité, à la défense ou encore aux questions migratoires.

Un des axes de cette politique a été de proposer des solutions pour les réfugiés. Le Rwanda, pays particulièrement sensible aux questions de réfugiés en raison de son histoire, a accueilli des personnes venant d'Afghanistan, puis quelque 3 000 réfugiés évacués de la Libye¹⁶ à partir de 2019. Les Britanniques, constatant l'expérience du Rwanda, ont alors contacté les autorités à Kigali pour mettre en place un projet similaire à partir de 2021. Le ministère rwandais des Affaires étrangères a alors créé un département spécial en vue de gérer le flux de réfugiés venant du Royaume-Uni et de gérer la situation de ces personnes sous la responsabilité de la juriste et docteure en droit, Doris Uwicyeza Picard. Cette dernière travaillait auparavant au ministère de l'Intérieur. Cependant, l'arrivée au pouvoir du gouvernement travailliste au Royaume-Uni le 5 juillet 2024, dirigé par Keir Starmer, a mis fin à un programme qui divisait profondément la classe politique britannique¹⁷. Le Rwanda a par ailleurs déposé des demandes de dédommagements en raison de l'arrêt unilatéral de l'accord par la partie britannique. Le 1^{er} juin 2026, la Cour permanente d'arbitrage de Londres a cependant rejeté les arguments du Rwanda pour justifier une demande de compensation de 116 millions d'euros¹⁸. Cette proposition d'accueillir des réfugiés a également été offerte en mai 2025 à l'administration américaine¹⁹. En 2021, le Danemark et le Rwanda avaient signé un protocole d'entente sur cette question, mais il n'a pas été suivi d'action concrète.

En plus de cet axe de politique d'accueil, témoignant d'une forme de générosité tout en rendant service à des partenaires occidentaux, la diplomatie rwandaise a mené un travail afin d'ouvrir sa diplomatie à de nouvelles zones, traditionnellement ignorées par Kigali.

16. L. Broulard, « Le Rwanda reçoit des réfugiés évacués de Libye, "solution africaine aux problèmes africains" », *Le Monde*, 29 janvier 2020.

17. S. Francis, « Starmer Confirms Rwanda Deportation Plan "Dead" », BBC, 6 juillet 2024.

18. « Un tribunal rejette la demande d'indemnisation du Rwanda par le Royaume-Uni sur l'accord d'asile », RFI, 1^{er} juin 2026.

19. D. N. Kupemba, « Rwanda Says It Has Agreed to Take Up to 250 Migrants from the US », BBC, 5 août 2025.

Attirer les fonds arabes

Depuis plus d'une décennie, Paul Kagame a tissé des liens avec les pays du Golfe. La priorité a d'abord été accordée aux Émirats arabes unis, où le Rwanda a pris la décision d'ouvrir une ambassade en 2015 et où, depuis 2011, le président rwandais a assisté à de multiples reprises, à l'invitation du président et ancien prince héritier Mohamed ben Zayed al-Nahyan, au Grand Prix de Formule 1 d'Abou Dabi. En matière d'investissements, DP World a annoncé en 2016 un investissement de 35 millions de dollars pour la création d'un port sec à proximité de Kigali, avec une capacité de stockage de dizaines de milliers de conteneurs par an.

Encore plus récemment, un autre pays du Golfe a été particulièrement courtisé : le Qatar de l'émir Tamim ben Hamad al-Thani. Après les ouvertures respectives d'ambassades à Doha (2019) puis à Kigali (2021), le Rwanda a proposé des projets structurants dans lesquels le Qatar pourrait investir. Ainsi, Qatar Airways a acquis en 2024 49 % du capital de RwandAir, ainsi qu'une participation majoritaire dans le futur aéroport de Bugesera situé à 50 kilomètres de Kigali. Plus de 1,3 milliard de dollars sera alloué à cette nouvelle infrastructure dont l'objectif est de faire du Rwanda un *hub* pour l'Afrique de l'Est²⁰.

Paul Kagame a toujours veillé à positionner le Rwanda à équidistance de puissances en rivalité, tout en essayant d'obtenir des investissements de part et d'autre. Depuis mars 2014 et le rappel des ambassadeurs émirien, saoudien et bahreïni basés au Qatar, les relations entre Doha et ses voisins demeurent particulièrement difficiles. Cette situation s'est encore aggravée avec le blocus contre le Qatar, de juin 2017 à janvier 2021, initié par les Émirats arabes unis et soutenu par l'Arabie saoudite, Bahreïn et l'Égypte. Le Rwanda est, en Afrique, le seul pays à avoir réussi à attirer ce niveau d'investissement du Qatar. La raison de ce succès s'explique aisément par la fréquence des visites de Paul Kagame à Doha et par la relation toute particulière qui lie l'émir Tamim ben Hamad al-Thani au dirigeant rwandais. Après les frappes israéliennes sur le quartier de West Bay à Doha le 9 septembre 2025, Paul Kagame a été le seul dirigeant africain à se rendre au Qatar pour témoigner de son soutien à l'Émirat gazier. Ce dernier lui a retourné la politesse en se rendant quelques semaines plus tard, le 20 novembre à Kigali, et dans la ferme de Paul Kagame.

Si les Émirats arabes unis et le Qatar sont probablement les pays arabes en provenance desquels les investissements sont les plus nombreux au Rwanda, attirer les investissements de l'Arabie saoudite est également un objectif pour Kigali. En 2022, une ambassade a été ouverte à Riyad et

20. « Futur aéroport de Bugesera : Qatar Airways tranche en faveur du groupe UCC », *Africa Intelligence*, 4 novembre 2024.

10 millions de dollars²¹ ont été promis pour l'extension du réseau d'eau à Kigali lors du sommet Arabie-Afrique de novembre 2023. Cette promesse faisait suite à un premier projet de 20 millions de dollars consenti en 2021 par le Saudi Fund for Development²². Le partenariat avec l'Arabie reste encore timide, mais le Rwanda compte entretenir la relation à un moment où la première économie du Golfe doit privilégier ses investissements à l'intérieur de ses frontières pour tenter d'atteindre les objectifs de développement et de diversification annoncés dans la vision 2030 du prince héritier Mohammed ben Salmane ben Abdelaziz al-Saoud (MbS).

Outre la péninsule arabique, la politique du Rwanda auprès des pays arabes s'est également illustrée par l'ouverture d'une ambassade en Jordanie en décembre 2023. Pour occuper le poste de première cheffe de mission, Paul Kagame a d'abord nommé Urujeni Bakuramutsa – alors directrice de cabinet à la présidence – avant de confier le poste à James Nganga, jusqu'à ambassadeur à la représentation permanente à Genève. La coopération militaire a été l'une des raisons pour lesquelles le Rwanda voulait se rapprocher de la Jordanie. Cette relation est également à mettre en regard avec sa politique vis-à-vis de la Palestine.

En effet, depuis l'attaque du Hamas contre Israël le 7 octobre 2023, la relation du Rwanda avec Israël mérite une attention particulière. Dès octobre 2023, Kigali a acheminé 16 tonnes de vivres vers Gaza – sous les bombardements quelques jours après l'attaque du Hamas – *via* la Jordanie. Si Israël entretient avec le Rwanda une excellente coopération sécuritaire depuis la période post-génocide de 1994, Kigali souhaite également mener une politique arabe équilibrée. Ce positionnement lui permet de montrer son indépendance dans ses relations internationales, lui donnant une certaine crédibilité vis-à-vis de ses partenaires arabes et notamment du Golfe.

Le Rwanda a également ouvert une ambassade à Alger en octobre 2025 – l'Algérie ne reconnaît pas Israël – et nommé comme premier ambassadeur Vincent Karega. Cet ex-ambassadeur en RDC a été auparavant proposé à Bruxelles sans que jamais la Belgique ne réponde à cette nomination, ce qui a contribué à la rupture en mars 2025 des relations diplomatiques entre la Belgique et le Rwanda. L'ambassade au Maroc – principal rival régional de l'Algérie – avait été ouverte dès 2019 avec comme objectif d'attirer les capitaux marocains ainsi que de favoriser les échanges universitaires et militaires. Depuis 2024, l'ambassadrice rwandaise à Rabat est l'ancienne directrice Afrique du ministère des Affaires étrangères, Shakilla Umotoni. Comme pour le cas du Qatar et des Émirats arabes unis, le Rwanda n'interfère pas dans la relation entre le Maroc et l'Algérie – les deux pays n'ont depuis 2021 plus aucune relation diplomatique officielle.

21. « Saudi Fund for Development Provides over \$580 Million in Development Loans to African Countries for Key Vital Projects », Saudi Press Agency, 9 novembre 2023.

22. D. Sabiiti, « Rwanda, Saudi Arabia Enter Trade and Investment Agreement », KT Press, 13 février 2025.

De nouveaux horizons

L'extension du réseau diplomatique rwandais a également concerné l'Amérique latine, avec l'ouverture d'une ambassade à Brasilia en 2023 – le Brésil a aussi fait le choix d'implanter une ambassade à Kigali en 2025 avec l'arrivée d'Irene Vida Gala, ancienne ambassadrice au Ghana. Auparavant, le géant latino-américain gérait sa relation avec le Rwanda depuis Nairobi. Jusqu'en 2023, aucune représentation diplomatique rwandaise n'était présente en Amérique latine. Cependant, l'espoir d'attirer des capitaux de la région pousse Kigali à ouvrir son ambassade à Brasília et à nommer comme ambassadeur l'ancien numéro deux à Washington et ex-conseiller à la représentation permanente à New York, Lawrence Manzi.

Outre l'Afrique, l'Amérique latine et le Moyen-Orient, l'Europe est également l'une des zones de diversification des partenaires traditionnels du Rwanda. Historiquement présent en Belgique, en France²³ et en Allemagne, le Rwanda a récemment ouvert des ambassades en Pologne (2021) et en République tchèque (2023). D'autre part, du fait de l'intérêt géopolitique de plus en plus important du Rwanda en Afrique de l'Est et au-delà, certains pays européens ont ouvert des représentations à Kigali sans que le Rwanda ait forcément une mission dans leur capitale. C'est le cas du Danemark, qui a envoyé son premier ambassadeur, Casper Stenger Jensen (ex-directeur adjoint du département Afrique à Copenhague), à Kigali fin 2025, de l'Ukraine, ayant également un ambassadeur depuis 2024, ou encore de la Hongrie depuis 2023 – représentée jusqu'à maintenant par une chargée d'affaires.

L'Asie n'a pas été oubliée dans l'extension du réseau diplomatique avec l'Indonésie qui accueille depuis juillet 2024 une ambassade rwandaise. En définitive, les inaugurations se sont multipliées ces dernières années avec des ouvertures au Mozambique, en Arabie saoudite et au Qatar (2019), en Pologne (2021), en Guinée-Conakry, au Zimbabwe, au Brésil, en Jordanie, en République tchèque (toutes en 2023). L'extension du réseau diplomatique rwandais permet la diversification des partenaires, l'attraction de nouveaux investisseurs et, enfin, contribue à faire de Kigali un *hub* pour les pays n'ayant pas forcément de relations préexistantes avec tous les pays d'Afrique de l'Est. De plus, la dimension sécuritaire n'est jamais éloignée. La Jordanie a par exemple ouvert une mission de défense à Kigali avant d'ouvrir une chancellerie politique. Les partenariats avec le Pakistan et l'Algérie ont

23. Nous ne développerons pas exhaustivement la relation compliquée entre la France et le Rwanda. La relation a été fortement dégradée à la suite du génocide de 1994 dans lequel les responsabilités de la France sous la présidence de François Mitterrand ont été démontrées dans le rapport Duclerc publié en 2022 (et commandé par Emmanuel Macron). La visite de ce dernier à Kigali en mai 2021 a contribué à une nette amélioration des relations et à la nomination d'un ambassadeur Antoine Anfré, mettant fin à la longue liste de chargé d'affaires à Kigali de 2015 à 2021. L'inauguration le 2 juin 2026 à Paris d'un mémorial en hommage aux victimes du génocide contre les Tutsis par les présidents Kagame et Macron témoigne d'une relation plus apaisée entre les deux pays.

également une vocation sécuritaire – formation militaire, échanges de pratiques – et très secondairement économique.

Le cas géopolitique de Cabo Delgado

Un projet spécifique permet de comprendre la capacité de l'État rwandais à se projeter sur le long terme et à se rendre indispensable : la zone gazière d'Afunji au Mozambique. Cette dernière est située dans la province de Cabo Delgado (frontalière de la Tanzanie) et abritera d'ici à la fin de cette décennie deux gigantesques usines de transformation de gaz liquéfié à terre. La particularité d'Afunji est que les actionnaires des deux co-entreprises en charge de ces développements, à savoir Mozambique LNG et Rovuma LNG, sont des sociétés dont les sièges sociaux sont installés sur le territoire des grandes puissances. Mozambique LNG est opéré par les Français de TotalEnergies (26,5 %) avec les Indiens de Bharat, Oil of India et Oil of Natural Gas Corporation (ONGC) (10 % chacun), les Thaïlandais de PTT Exploration and Production (8,5 %), les Japonais de Mitsui (20 %) et la société d'État mozambicaine Empresa Nacional de Hidrocarbonetos (ENH) (15 %). Quant à Rovuma LNG, il sera opéré par des États-Unis d'ExxonMobil (25 %), aux côtés des Italiens d'Ente Nazionale Idrocarburi (ENI) (25 %), des Chinois de China National Petroleum Corporation (CNPC) (20 %), des Coréens de Kogas (10 %), des Émiriens d'Adnoc (10 %) et d'ENH (10 %).

Depuis 2017, des groupes salafistes-djihadistes multiplient les violences dans la province de Cabo Delgado²⁴. Les troubles ont été tels que Mozambique LNG, lancé en 2019, a dû s'arrêter en avril 2021 et a été mis en pause jusqu'en novembre 2025. La décision finale d'investissement pour Rovuma LNG est prévue cette année. Du point de vue des pétroliers engagés sur Mozambique LNG et Rovuma LNG, les deux projets (13,1 millions de tonnes pour l'une et 18 millions de tonnes pour l'autre) ne pourront être développés que grâce à la présence sur zone de plusieurs milliers de soldats et policiers. Or, depuis juillet 2021, seuls les Rwandais sont restés sur place. Les dirigeants de TotalEnergies et ExxonMobil²⁵ ont bien fait comprendre au gouvernement mozambicain qu'il était hors de question de déboursier les sommes nécessaires à la construction (20 milliards pour Mozambique LNG, 24 milliards de dollars pour Rovuma LNG) si les forces rwandaises venaient à quitter la zone – les soldats de la Southern African Development Community (SADC) déployés également en juillet 2021 dans le cadre de la Mission de la SADC au Mozambique (SAMIM) étant partis dès juillet 2024. L'armée mozambicaine semble être encore trop faible pour reprendre en main cette zone côtière proche de la péninsule d'Afunji. Outre Mozambique LNG et Rovuma LNG, d'autres développements pourront être

24. E. Morier-Genoud, *Towards Jihad? Muslims and Politics in Postcolonial Mozambique*, Londres, Hurst, 2023.

25. « TotalEnergies et ExxonMobil obtiennent une dérogation pour coopérer avec les forces armées rwandaises », *Africa Intelligence*, 22 mai 2026.

approvisionnés grâce aux considérables réserves contenues dans les blocs 1 et 4, découverts depuis 2010 dans l'*offshore* de Cabo Delgado. On estime que pas moins de 60 millions de tonnes par an pourront être produites au Mozambique, ce qui correspond aux trois quarts du débit actuel du Qatar (premier producteur de gaz naturel liquéfié (GNL) au monde).

La force du Rwanda est d'avoir réussi à se rendre indispensable aux grandes *majors* internationales. Par ce déploiement, les dirigeants du Rwanda savent que tous les pays ayant des firmes pétrolières avec des participations dans les blocs et dans les usines de GNL au Mozambique leur seront redevables sur le très long terme. Lors de sa visite à Kigali en août 2025, le président mozambicain Daniel Chapo s'est entendu avec son homologue Paul Kagame pour que les forces rwandaises restent à Cabo Delgado, au moins le temps de la construction des deux usines de liquéfaction, soit jusqu'en 2030²⁶. Ainsi, pendant près de dix ans, des forces étrangères auront permis à ce qu'un des plus importants projets industriels de l'histoire du Mozambique puisse se développer. Les coûts de ce déploiement sont significatifs pour les finances publiques rwandaises. Les 40 millions d'euros versés par l'Union européenne (UE) *via* la Facilité européenne pour la paix (FEP) – dont le dernier versement a été effectué en novembre 2024²⁷, l'UE ayant annoncé en mars 2026 la non-reconduction de ce financement) – ainsi que le paiement mensuel de l'État mozambicain de quelques millions au Rwanda restaient insuffisants pour couvrir les frais de la mission. Mais ils seront en partie compensés par les multiples contrats de sécurité, de construction, de logistique et de minerais que le Rwanda a obtenus et obtiendra dans les prochaines années grâce à sa présence sur le terrain. Des participations rwandaises dans les blocs gaziers seraient également un objectif, toutefois difficilement atteignable pour l'instant. À la suite de la mise sous sanctions des Forces de défense rwandaises (RDF) par le département du Trésor états-unien en mars 2026, les Rwandais ont menacé de partir du Mozambique afin de créer un électrochoc auprès des pays dont les firmes pétrolières sont impliquées à Cabo Delgado. Les dirigeants mozambicains, président Daniel Chapo en tête, craignent toutefois que les troupes rwandaises ne s'installent dans la durée. Un travail ayant pour but une diversification des partenariats sécuritaires et l'arrivée d'autres armées étrangères a été engagé par les renseignements mozambicains dirigés par l'ancien ministre des Affaires étrangères José Pacheco depuis 2025.

Le plus grand gain diplomatique pour Paul Kagame au Mozambique demeurera celui de la respectabilité internationale grâce à ce déploiement. Le Rwanda prouve sa capacité à contribuer à la stabilisation de crises sécuritaires, au-delà de son voisinage immédiat. En effet, cette intervention

26. « Mozambique LNG : le poker menteur de TotalEnergies », *Africa Intelligence*, 22 septembre 2025.

27. « Facilité européenne pour la paix : le Conseil renforce le soutien au déploiement des forces rwandaises de défense pour lutter contre le terrorisme à Cabo Delgado », Conseil de l'Union européenne, 18 novembre 2024, disponible sur : www.consilium.europa.eu.

est d'autant plus notable que le Rwanda n'appartient pas à la SADC, à laquelle est intégré le Mozambique, mais à l'East African Community (EAC). Ce n'est pas la première fois que le Rwanda s'engage dans des opérations de stabilisation hors de son espace régional. Il est notamment déployé depuis une décennie au sein de la mission onusienne de maintien de la paix en Centrafrique. Toutefois, le cas mozambicain se distingue par sa dimension géo-économique unique, liées à ses ressources gazières, conférant au pays un levier géopolitique absolument unique.

Conclusion

Le modèle diplomatique rwandais est difficile à analyser sereinement car, quelles que soient les décisions prises par le pouvoir à Kigali, il y aura toujours un très fort clivage entre les analystes admirateurs du travail effectué depuis trente ans par Paul Kagame, et ceux qui soutiennent que celui-ci n'a été possible que par une forme de prédation des ressources de son voisin congolais, et au prix d'une ferme reprise en main de la vie politique interne après le génocide de 1994. Depuis la prise de pouvoir du FPR en 1994, il y a, du point de vue des dirigeants rwandais, les observateurs qui comprennent ce que fait Paul Kagame – les amis – et ceux qui ne comprennent pas et qui critiquent ce qu'il fait de manière systématique.

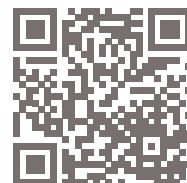
Nous avons tenté ici d'analyser les éléments soulignant combien ce petit pays en taille et en population est parvenu en l'espace de trois décennies à passer du stade de pays totalement détruit à une puissance capable d'avoir de l'influence aux niveaux régional, continental et même au-delà, en tissant patiemment des liens et en sachant se rendre utile sur des dossiers sensibles, parfois de portée géo-stratégiques. L'agilité de la dizaine de cadres à la tête de l'État ayant le même niveau d'information et la capacité de conseiller le chef, y compris en appelant à des changements complets de direction, permet d'installer une stratégie d'influence de long terme dans la politique étrangère rwandaise.

L'indépendance du Rwanda dans la conduite de sa politique étrangère repose sur une stratégie de non-alignement dans la plupart des conflits (hormis en RDC), tout en parvenant à attirer des ressources financières auprès d'acteurs parfois opposés. Kigali a ainsi su entretenir des relations avec des partenaires engagés dans des rivalités structurantes – notamment entre le Maroc et l'Algérie, les Émirats arabes unis et le Qatar, ou encore l'Inde et le Pakistan – tout en jouant des dynamiques concurrentielles au sein du bloc occidental traditionnel (France, Belgique, États-Unis). Cette capacité de diversification contribue à renforcer les marges de manœuvre diplomatique du président Kagame.

L'agilité et la compétence des cadres autour du président, combinés à la centralisation des décisions font du Rwanda un pays jouissant d'une influence internationale totalement disproportionnée en regard de sa très faible économie et son territoire exigu et enclavé. Cette enseigne, le Rwanda peut être comparée aux Émirats arabes unis, qui possède également une petite population nationale – 800 000 citoyens –, mais où l'agilité extraordinaire de ses dirigeants permet au pays de se rendre indispensable auprès des grandes puissances internationales. Cette comparaison s'arrête à la question des

moyens financiers du Rwanda, très faibles, contrairement à ceux importants d'Abu Dhabi. Mais Kigali compense cette faiblesse par sa puissance militaire.

Enfin, il est important de souligner que le Rwanda émerge à un moment où les puissances traditionnelles africaines s'affaiblissent. Il est aujourd'hui bien difficile de trouver des États africains en capacité de se projeter aussi efficacement sur le continent et au-delà. Le Rwanda devient ainsi, pour certains observateurs, le partenaire africain fiable, le récipiendaire d'un capital sympathie et d'investissements qui, autrefois, étaient largement captés par les grandes puissances traditionnelles africaines (Algérie, Nigeria, Afrique du Sud...), toutes aujourd'hui en situation de repli géopolitique. Cela explique en grande partie pourquoi sa politique interventionniste vis-à-vis de son grand voisin, la RDC, lui vaut finalement de bien modestes pressions de la part de plusieurs grandes diplomaties mondiales, à rebours des organisations non gouvernementales, médias internationaux et certaines puissances moyennes comme la Belgique. Si la pression exercée sur le Rwanda par certains cadres de l'administration étasunienne est forte depuis 2025, notamment celle du conseiller de Donald Trump, Massad Boulos, il n'est pas certain qu'elle soit adossée à un soutien sur le fond de la position congolaise. Elle semble également s'inscrire dans des logiques purement économiques, liées aux intérêts de firmes états-uniennes et donc à des gains privés. Il n'est pas non plus certain que ce soutien perdure dans le temps à Washington, écosystème politique où, par ailleurs, les Rwandais ont traditionnellement de solides réseaux.



27 rue de la Procession 75740 Paris cedex 15 – France

Ifri.org